

FEMMES : EDUCATION, CULTURE ET RELIGIONS

Sous le haut patronage de :

Monsieur Jean-Pierre Raffarin

Ancien Premier Ministre
Président de la commission des Affaires Etrangères, de la Défense
et des Forces Armées du Sénat

Sous la présidence de :

Elisabeth Morin-Chartier

Présidente internationale de l'Union Européenne Féminine
Députée Européenne
Premier Questeur du Parlement Européen

Christiane Tricot

Présidente Nationale de l'Union Européenne Féminine

Avec la participation de

Nadia REDMANA

Présidente de la
« Brigade des mères »

**Père Laurent STALLA-
BOURDILLON**

Directeur du Service Pastoral d'études poli-
tiques
Enseignant au Collège des Bernardins

Bertrand WEIL

Membre du consistoire
Central Juif de France

**Lilia BENSEDRINE-
THABET**

Juriste et experte en ques-
tions interculturelles

Pascale MESNIL

Modératrice
Présidente de Chambre honoraire au Tribunal
de Commerce de Paris
Membre du Conseil National

Eugène JULIEN

Ancien haut fonctionnaire(ENA)
du Ministère des Affaires So-
ciales et du Ministère de
l'Economie

25 novembre 2017

Palais du Luxembourg - Paris
Chambre des Pairs

L'UNION EUROPEENNE FEMININE



UNE HISTOIRE

L'UEF est une association née à Salzbourg en 1953 sous l'égide de **femmes déterminées à servir la cause de la paix dans le monde et à construire une Europe forte et unie.**

Plus de 50 ans après sa fondation, l'UEF est reconnue comme **OING** (Organisation Internationale Non Gouvernementale) **auprès du Conseil de l'Europe**, où elle a le **statut de consultante.**

L'UEF est aussi représentée

- à **l'ONU** (comité des droits de l'Homme et Commission du Statut de la Femme), à Genève, à New York et à Vienne.
- à **l'UNESCO.**

Enfin, l'UEF est membre de **l'Union Démocratique internationale(UDI).**

DES VALEURS

L'UEF partage avec l'ensemble des organisations politiques, civiques et associatives, **les valeurs humanistes essentielles à la démocratie et au développement des peuples : la solidarité, l'équité, la tolérance et la justice.**

L'UEF lutte au quotidien pour **garantir aux femmes les droits qui leur sont reconnus :**

- liberté
- dignité
- accès égal à la **promotion économique, sociale et culturelle**
- la **participation active à la vie politique et à la construction européenne.**

En fondant son action sur ces principes fondamentaux, l'UEF sert non seulement la cause des femmes mais aussi celle de **l'ensemble des individus en luttant pour la paix sur la base d'une libre coopération entre les peuples d'Europe et du monde.**

Pour consolider ses positions et renforcer ses actions, l'UEF doit faire se concrétiser **l'influence des femmes dans la vie politique, civique et civile** des états mais aussi des organisations européennes et internationales.

L'UEF a aussi pour principale responsabilité non seulement de privilégier mais aussi de renforcer **la coopération entre les femmes en Europe et dans le monde** afin que celles-ci par leur union, soient **davantage écoutées et ne cessent plus d'être fortes.**

DES FEMMES DE TOUTE L'EUROPE

L'UEF accueille des femmes venues de **28 pays membres de l'Union européenne.**

Elles sont **élues** (au parlement européen, dans les parlements nationaux, dans les institutions fédérales ou locales), elles sont **engagées** (dans la vie publique, dans la vie associative, dans des organisations politiques ou civiques) ou **simplement désireuses de participer à la construction européenne en défendant la cause des femmes.**

Toutes les femmes de l'UEF œuvrent pour la **protection des droits humains et le respect des principes démocratiques.**

* *

UNION EUROPEENNE FEMININE

Section Française

Femmes : Education, Culture et Religions

COLLOQUE DU 25 NOVEMBRE 2016

PALAIS DU LUXEMBOURG

Ouverture du Colloque

Monsieur Jean Pierre RAFFARIN

Ancien Premier Ministre

Président de la Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces Armées du Sénat.

*

Allocution de bienvenue

Christiane TRICOT

Présidente nationale de l'U.E.F.

*

« Les femmes actrices de leur destin »

Elisabeth MORIN CHARTIER

Présidente Internationale de l'U.E.F.

Députée Européenne.

Premier Questeur du Parlement Européen

*

« La reconnaissance de la dette »

Père Laurent STALLA-BOURDILLON

Directeur du Service pastoral d'Etudes Politiques

Enseignant au collège des Bernardins

*

**« La Femme juive entre la pratique libérale et
orthodoxe du Culte »**

Bertrand WEIL

Membre du Consistoire Central juif de France

*

**« Debout les Femmes !
Réveillez-vous et protégeons nos enfants »**

Nadia REMADNA

Fondatrice et Présidente de la Brigade des Mères

*

**« Les défis de nos appartenances multiples
culturelles, éducatives et religieuses »**

Lilia BENSEDRINE

Juriste et experte en question interculturelle

*

**« Femmes, religions, société : Pourquoi cette relation
ternaire est-elle si complexe et les évolutions si
difficiles ? »**

Eugène JULIEN

Ancien haut fonctionnaire

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration

Conférencier

*

Modératrice : **Pascale MESNIL**

Présidente de chambre honoraire au Tribunal de Commerce de Paris.

Membre du Bureau de la section française de l'UEF

*

Questions des participants

* *
*

Présentation du colloque

Christiane TRICOT

Présidente nationale de l'U.E.F.

Monsieur le Premier Ministre
Madame la Présidente Internationale de l'UEF
Mesdames et Messieurs les élus
Mesdames et Messieurs les hauts magistrats et fonctionnaires
Mesdames et Messieurs les Présidents d'association
Chers Amies et participants

Mes premiers remerciements s'adressent à vous, Monsieur le Premier Ministre qui, après nous avoir accordé votre haut patronage, nous accueille en ce lieu prestigieux qu'est le Palais du Luxembourg.

Merci d'avoir accepté d'être parmi nous aujourd'hui, en cette période d'intense activité politique. Non seulement, vous nous souhaitez la bienvenue mais vous avez également accepté de traiter le sujet fondamental qu'est la laïcité et ce qu'elle représente dans la France d'aujourd'hui. Elle est, pour nous, la garantie fondamentale du libre exercice des cultes.

C'est aussi grâce à vous, Madame la Présidente Internationale de l'UEF, chère Elisabeth, que nous sommes ici aujourd'hui, et que nous allons vivre ensemble une matinée exceptionnelle d'écoute, de réflexion, d'échanges. Notre après-midi sera également très dense puisque vous présiderez la réunion du Bureau International de l'UEF.

Vous avez répondu très nombreux à l'invitation de la section française pour approfondir ensemble ce thème d'une actualité brûlante qui fait, trop souvent, l'objet de positions passionnées : « Femmes, Education, Culture et Religions ».

Lorsque notre Conseil National a retenu ce sujet, il y a plus d'un an, il s'inscrivait dans la droite ligne de l'action engagée depuis 63 ans par l'Union Européenne Féminine : notre association a été créée en 1953 à Salzbourg par Lola Solar, Marie-Madeleine Dienesch (qui a occupé un poste ministériel sous la présidence du Général de Gaulle).

Pour ces pionnières qui se lançaient dans l'action au lendemain de la seconde guerre mondiale, la construction d'une Union Européenne forte et unie était la meilleure garantie de paix.

J'appartiens à la première génération de femmes qui n'a pas connu de guerre sur notre territoire national mais peut-on encore l'affirmer en cette période de désarroi face à la montée des extrémistes ?

Nous nous sommes attachées à répondre aux souhaits de démocratie et de liberté exprimés par les femmes des pays dits à l'époque, pays de l'Est. Nous les avons écoutées, accueillies, formées : la démocratie, cela s'apprend. L'UEF a créé un fonds de solidarité destiné à leur permettre de venir nous rencontrer et de découvrir ce que représente la démocratie dans un pays de liberté et de respect des droits humains.

Nous avons entrepris une démarche comparable avec les « Femmes de Méditerranée » qui accèdent progressivement trop souvent dans la douleur, à des régimes plus démocratiques. Nous nous sommes réjouies avec nos amies tunisiennes que le prix Nobel de la Paix 2016 ait été attribué à trois organisations de Tunisie, dont le Barreau de Tunis. Il est incontestable que ce sont les actions des avocates de ce Barreau qui sont à l'origine de cette distinction mondiale.

Depuis deux ans, la section française a été choisie par l'Union Européenne pour mener une action à destination des cinq Républiques d'Asie Centrale. L'atelier dont la responsabilité nous a été confiée a démontré la volonté des femmes, à majorité musulmane, environ 80 %, d'échapper à la violence quotidienne, notamment en matière de mariages précoces et/ou forcés, ainsi que d'obtenir le respect de leurs droits. Nous avons signé une charte de coopération avec la ligue des Femmes juristes du Tadjikistan.

Nos statuts prévoient que nous devons défendre « les valeurs chrétiennes. » Nous appelons systématiquement l'attention de nos futures adhérentes, qui viennent de tous les horizons religieux et culturels, sur cette disposition statutaire. Elles nous ont toujours répondu qu'elles partageaient le même militantisme et les mêmes valeurs.

Cette démarche de partage nous a conduites à organiser ce Colloque auquel ont répondu présents des représentants des trois religions du Livre, des élus, des juristes et des présidentes d'associations qui se battent sur le terrain.

Ce 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences infligées aux femmes. Depuis une décennie, nous avons activement participé à toutes les actions engagées pour combattre ce fléau, y compris la campagne nationale de 2010.

Nous avons veillé et obtenu que les lois françaises incluent systématiquement les violences sur les enfants dans toutes leurs dispositions.

L'UEF a un statut d'organisation non gouvernementale auprès des Nations Unies et du Conseil de l'Europe. Notre participation à la Commission du Statut de la Femme à New York nous permet de constater qu'au niveau mondial, la France dispose de l'un des dispositifs législatifs le mieux élaboré

pour lutter contre les violences subies par les femmes et les enfants. Et pourtant, tous les trois jours, une femme meurt, en France, sous les coups bien souvent portés par un proche, voire un mari ou un compagnon.

La question de l'évolution des mentalités est primordiale : des solutions pérennes ne peuvent être trouvées que par le respect des valeurs fondamentales transmises par l'éducation, les religions et la culture.

La transmission des valeurs communes est un devoir fondamental qui incombe à chacun et chacune de nous, quelles que soient nos origines et nos croyances.

Je suis touchée de constater, à travers votre diversité, l'ouverture et le désir de compréhension mutuelle que vous manifestez par votre présence.

Soyez spécialement remerciés, vous qui venez d'Allemagne, d'Autriche, d'Algérie, du Royaume-Uni, du Maroc, de Suisse, de Tunisie.

Merci aussi aux présidentes et représentantes des Unions Régionales : Alsace, Aquitaine, Bourgogne, Franche-Comté, Ile de France, Pays de Loire, Poitou Charente, Provence Côte d'Azur. Nous n'avons pas encore modifié nos statuts...

Je remercie également les présidentes et les représentantes d'associations avec lesquelles l'UEF a noué des liens, en particulier le Conseil National des Femmes Françaises, Vivent les femmes, les Femmes médecins, les Femmes actives au foyer, les clubs services Soroptimist et Zonta, l'Association française des femmes diplômées des universités et bien sûr la Brigade des Mères que sa présidente Madame Nadia Remadna nous fera découvrir.

Permettez-moi aussi d'exprimer mes regrets de n'avoir pu accueillir, faute de place, de très nombreuses personnes attirées par le prestige et la valeur des intervenants.

Je remercie les conférenciers d'avoir accepté de nous faire part de leurs engagements, de leurs expériences, de leurs combats.

Madame la Présidente et chère Elisabeth, vous êtes non seulement la présidente internationale de l'U.E.F. mais vous êtes aussi députée européenne ; c'est sous votre impulsion efficace et déterminée que l'UEF internationale entreprend des actions au niveau européen ; en particulier à destination des migrants, de leurs conditions d'accueil dans le respect des droits humains, spécialement en ce qui concerne les mineurs.

Vous attachez une attention toute particulière au devenir des dix mille migrants mineurs, enregistrés lors de leur entrée dans l'Union Européenne et dont on a perdu la trace. Il semble qu'une amélioration positive concernant leur situation soit en cours.

Vous vous penchez également sur le sort de millions d'enfants non déclarés à l'état civil à travers le monde. Ce sont très majoritairement des filles, ce qui les prive de toute existence légale, de tous les droits civils et civiques, d'accès aux soins ou à l'éducation...

Je ne saurais trop souligner l'importance que vous attachez à la jeunesse européenne, aux chances qu'il convient de lui offrir dans une Europe vieillissante. Je reprendrai les propos tenus, le mois dernier à Madagascar, par une toute jeune mère de famille nombreuse, vivant dans une situation misérable : « la jeunesse, c'est notre richesse. » Je crois que nous devons faire nôtre cette affirmation.

Votre action de présidente internationale de l'UEF démontre que vous êtes très attachée au respect des droits des femmes, à leur accès à une égalité réelle.

Je vous cède la parole pour que vous nous fassiez partager votre réflexion sur « les femmes actrices de leur destin. »

* *
*

Les femmes actrices de leur destin

Elisabeth MORIN-CHARTIER

Présidente internationale de l'Union Européenne Féminine

Députée Européenne

Premier Questeur du Parlement Européen

*En Europe, il n'y a pas qu'un seul régime politique en Europe :
28 Etats = 7 monarchies + 21 républiques*

La Construction européenne a d'abord été économique avant d'être politique ; la devise de l'Union européenne c'est « Unis dans la diversité. »

A/ Peut-on parler d'une laïcité européenne ou des laïcités européennes ?

***S'ouvrir aux autres à leur histoire :**

Etats laïcs : 24 (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Italie, Slovénie, Slovaquie, Croatie, République Tchèque, Pologne, Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Finlande, Malte, Hongrie, Portugal, Espagne, Chypre, Irlande, Autriche)

Attention la laïcité s'apprécie de façon différente dans chacun de ces pays, elle ne signifie pas séparation de l'Église et de l'État à la française car l'essentiel de ces pays est sous régime concordataire.

(Rappel : un concordat est un traité signé entre le Saint-Siège et un État particulier (ou entre un souverain et le pape pour l'Europe pré-moderne) dans le but de définir les domaines respectifs et éclaircir les relations entre l'Église catholique et les autorités civiles du pays signataire).

Religion d'État : 2 (Danemark et la Grèce)

Relation ambigu :

- la Grande-Bretagne : Souverain chef de l'Église
- la Suède : religion dominante

*** Dans les traités :**

Dans le Préambule du Traité de Lisbonne, on ne parle plus de racines, d'héritages multiples : « s'inspirant des héritages culturels, religieux et hu-

manistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit. »

La Charte des Droits fondamentaux de l'UE a, elle aussi été corrigée : la référence au spirituel a remplacé le mot religieux : « Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle se repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit. Elle place la personne au cœur de son action en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice. »

L'Article 17 du Traité de Lisbonne définit ainsi les rapports :

1- « L'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient en vertu du droit national, les Églises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres.

2- L'Union respecte également le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les organisations philosophiques et non confessionnelles.

3- Reconnaisant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces Églises et organisations. »

*** Les conditions d'un dialogue européen ouvert :**

À la Commission européenne : Franz Timmermans Premier Vice-Présidente en charge du dialogue européen avec les organisations confessionnelles et non-confessionnelles (COMECE et COMALACE)

Au Parlement européen ont été créés

- un dialogue interreligieux : De nombreuses religions, croyances et mouvements philosophiques coexistent pacifiquement dans l'Europe composite d'aujourd'hui et les institutions européennes ont à cœur de promouvoir la tolérance et le respect mutuel pour en faire des caractéristiques essentielles de notre société. L'Union européenne s'est engagée dans un dialogue ouvert avec des organisations religieuses et non confessionnelles et le Parlement européen contribue activement à ces efforts. Les rencontres et les initiatives se sont multipliées depuis les attentats en France et en Belgique afin de rapprocher les citoyens et les institutions pour lutter contre la radicalisation.

- une plateforme de la laïcité : la plateforme du Parlement Européen pour la laïcité en politique a pris dès le début de la législature 2009-2014 le relais du Groupe de travail regroupant plusieurs partis politiques sur la séparation de la religion et de la politique avec un nouveau dynamisme et une structuration renforcée par une présidence élargie et la création d'un Comité consultatif réunissant des organisations de la société civile. Début février 2011 le Comité consultatif a lancé le réseau « Alliance pour une Europe laïque » qui entend promouvoir une force laïque européenne.

B/ la place des femmes dans la société européenne : un recul ?

L'égalité entre les hommes et les femmes est un principe fondateur de l'Union européenne inscrit dans les Traités (articles 2, 3, 13, 137 et 141 du Traité instituant la Communauté européenne).

*** Le rôle des femmes dans l'économie**

Les femmes représentent 61% des diplômés en Europe.

Les femmes représentent la moitié de la population active, pourtant elles sont plus touchées par le chômage (les hommes restent prioritairement sur le marché du travail) et la crise économique de 2008.

Chômage : 9,7% de femmes au chômage dans l'UE, le chiffre est sensiblement le même pour les hommes (9,4%) mais, des disparités apparaissent entre les pays européens, par exemple : le chômage des femmes en Grèce et en Espagne atteint presque 20% (contre 10,5% pour les hommes en Grèce et 16% pour Espagne)

Y a-t-il corrélation avec la structure familiale/sociétale et la religion ?

Les inégalités salariales persistent, une Européenne gagne 18% de moins qu'un Européen. Elles sont surreprésentées dans le secteur tertiaire et les métiers de services.

Discrimination face à la maternité, le handicap et la maladie, difficile conciliation vie familiale/vie professionnelle et difficile retour dans l'entreprise ou marché du travail.

La précarité à la retraite : elles ont moins souvent effectué une carrière complète (47 % contre 81 % pour les hommes), l'écart des pensions est d'environ 39%.

Il faut absolument reconnaître et valider les compétences qu'elles ont acquises lors qu'elles ont interrompu leur carrière ou subi un ralentissement : c'est non seulement un premier pas vers l'égalité femme - homme mais également le moyen d'endiguer un problème économique et social.

Prenons exemple sur la Chine et le Japon, deux grands pays qui réintègrent les femmes sur le marché du travail.

*** Femmes et religion : le poids de la tradition**

La religion continue de jouer un rôle important dans la vie de nombreuses femmes européennes. D'ailleurs, qu'elles soient croyantes ou non, la plupart des femmes sont affectées d'une manière ou d'une autre par la position des différentes religions à l'égard des femmes, directement ou par le biais de leur influence traditionnelle sur la société ou l'État.

Cette influence est rarement inoffensive : les droits des femmes sont souvent restreints ou bafoués au nom de la religion.

Les problèmes les plus répandus en Europe concernent
-l'égalité des droits
-le code vestimentaire

Cependant, les questions de société comme la place de la femme au sein du foyer, le droit à l'avortement, la contraception ou le divorce sont encore profondément liés aux croyances, aux institutions religieuses et au patriarcat.

C/ Vers un ou des nouveaux rôles de la femme ?

*** Terrorisme et insécurité :**

la place des femmes, des mères et de l'éducation. Les événements tragiques et leur suite ont montré un pouvoir grandissant des femmes dans la prévention et la lutte contre la radicalisation. Elles sont des acteurs clés de la déradicalisation.

Car dans l'éducation, c'est la mère qui construit la confiance en soi.

Quels moyens ont-elles ?

- pédagogie sur le respect des cultures et de la diversité.
- promotion de l'égalité des genres.
- promotion de l'émancipation des femmes (envoyer les filles à l'école et les orienter dans leur formation).

En pratique ? Le renforcement de leur autonomie et crédibilité au sein de la famille, de la société, de la communauté joue un rôle de contrôle et de diffusion d'informations essentielles (par exemple, alerter la communauté sur la contre productivité de telle ou telle politique, contribuer aux programmes de lutte contre l'isolement, l'embrigadement et le recrutement, etc...).

La résolution du Parlement européen adoptée en novembre 2015 sur la prévention de la radicalisation et du recrutement de citoyens de l'Union par des organisations terroristes reconnaît le rôle essentiel joué par les femmes dans la prévention de la radicalisation.

*** Mobilisation et investissement :**

par la multiplication des réseaux de femmes et des actions pour faire évoluer leurs conditions : liberté, violences, travail. Dénonciation de panels uniquement masculins, Campagnes sur les réseaux sociaux, notamment sur l'inégalité salariale et les violences dont elles sont victimes.

Mais les femmes et les mères jouent surtout un rôle déterminant dans les alertes auprès des Organisations Internationales et des pouvoirs publics.

En Europe, le premier réseau féminin de lutte contre le terrorisme « Sister Against Violent Extremism » a été créé en 2008. Ce réseau met à la disposition des femmes des outils pour combattre les points de vue extrémistes par le débat critique et leur proposer d'autres moyens pour lutter contre le terrorisme. L'Union européenne a accentué l'importance de sa collaboration avec la société civile et les ONG afin de combattre et prévenir la radicalisation.

L'année dernière, et dans le cadre du dialogue interreligieux initié par le Parlement Européen, j'ai pu rencontrer la mère d'une des victimes de Mohamed Merah, Imad Ibn Ziaten, qui au-delà de ses mots poignants et bouleversants, a créé une association de mères de confession musulmane qui se rendent dans les écoles et les collèges pour sensibiliser les jeunes à l'isolement, au repli sur soi, à la haine et à la radicalisation via les réseaux sociaux.

Au niveau international, le mémorandum d'Ankara des Nations Unies (2014) sur les bonnes pratiques de lutte contre l'extrémisme violent, encourage les gouvernements à collaborer étroitement avec la société civile et fait spécifiquement référence au rôle « essentiel » des femmes dans les efforts locaux de lutte.

Le phénomène est mondial : les projets menés en Indonésie et au Pakistan illustrent comment les femmes jouent un rôle moteur dans la prévention de la radicalisation, ainsi que la façon dont elles s'attaquent aux causes profondes et aux conséquences de l'extrémisme. On notera également les nombreuses mobilisations désormais en Turquie, en Argentine et au Pérou pour les droits des femmes.

Conclusion : les femmes sont les grandes actrices de leur destin et portent même celui des futures générations. Éducation, Emploi, Religion, Culture, elles tiennent un rôle essentiel dans nos sociétés.

* *

La reconnaissance de la dette

(Un chemin de paix)

Père Laurent STALLA-BOURDILLON

Directeur du Service Pastoral d'études politiques
Enseignant au Collège des Bernardins

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de votre invitation à prendre part à ce Colloque dont les quatre termes du titre « Femmes, Education, Culture et Religions » sont autant l'expression d'une mission qu'une occasion d'exprimer une reconnaissance.

I.

C'est naturellement en tant que représentant d'une famille religieuse que je m'adresse à vous ce matin, en qualité de prêtre catholique, afin de partager avec vous, ce qu'évoque pour l'Eglise, l'apport spécifique des femmes dans l'éducation, dans la culture et dans religions : le témoignage d'une responsabilité accrue dans des domaines si importants pour la vie sociale, pour la paix !

Sachant combien l'Union Européenne Féminine porte la cause de la paix (en Europe et dans le monde), et si la paix est le bien commun fondamental que nous cherchons tous, je ne peux que rappeler combien la paix est le fruit de l'amour. Pour qu'advienne la paix, il faut encore que le cœur de tous les êtres humains s'ouvre à l'amour et reconnaisse l'absurdité de la violence. Le titre de votre colloque m'a donc inspiré qu'il y avait dans ces 4 mots, pris ensemble comme une proclamation, comme l'écho d'un chemin vers la paix : **le rôle des femmes dans l'éducation, la culture et les religions doit être considéré comme déterminant pour développer une culture de la paix.** La gratitude envers les femmes est une condition de la paix mondiale.

En paraphrasant, le physicien Etienne Klein, je voudrais dire combien il est difficile aujourd'hui de bien se faire comprendre :

Il disait « *Traduire en langage audible, l'énoncé des principes est le premier défi. Le rapport entre (science), foi et langage est compliqué, car toute traduction est source de pièges.* »

Il y a là quelque chose d'éthique dans la traduction de la foi (science).

Si les croyants disent mal ce qu'ils professent, les gens qui les entendent penseront mal à partir de ce qu'ils auront entendu. Nous allons créer ainsi des malentendus, des contresens, qui pourront s'enkyster dans la culture commune et il sera alors très difficile de les dé-enkyster.

De l'intérieur de notre société émerge le besoin de comprendre les causes de nos troubles et les moyens d'en sortir ou mieux de les résoudre. Notre thème m'encourage à envisager **dans la gratitude qui est due aux femmes**, dans ces trois domaines que sont l'éducation, la culture et la vie spirituelle (dont les religions sont une expression) une extraordinaire ressource pour l'avènement d'un monde meilleur.

J'ai voulu donner comme titre à mon intervention, une expression du Pape Benoît XVI, s'adressant au clergé de Rome en mars 2006, « **la dette de reconnaissance** ». Il estimait que l'Église a contractée à l'égard des femmes, une dette tant elles lui ont apporté en matière d'éducation, de culture et de religions. Il serait heureux de dresser une liste des femmes envers lesquelles tous, nous avons une « dette », mais ce serait fastidieux tant elle serait longue. Citons à titre d'exemples, Sainte Clotilde, épouse de Clovis, Sainte Geneviève et son soutien aux habitants de Paris, Sainte Catherine de Sienne conseillère abrasive des papes, Sainte Angèle Mérici toute vouée à l'éducation des jeunes filles, Sainte Rosalie fille de la Charité au service des pauvres, ou plus récemment Sainte Mère Teresa, au sujet de laquelle je reviendrais à la fin de mon propos.

Il s'agit donc d'attester la foule de femmes connues ou inconnues, envers lesquelles nous avons une dette à la fois personnelle et collective dans ce triple domaine (éducation, culture, religion) si important pour la vie des sociétés.

Devant l'amplitude du sujet, allons à l'essentiel : le plus grand malheur de l'homme est de manquer à la joie de vivre, à la conscience de la grâce d'être né, en dépit des épreuves que chacun traverse ; le plus grand malheur de l'homme est de manquer à la saveur de la vie reçue, de ne pouvoir entrer dans la gratitude pour tout ce qui lui est donné sans qu'il n'ait rien demandé : de sa vie, de ce monde, de ses frères et sœurs avec lesquels il partage son pèlerinage terrestre.

Parce qu'il est un être spirituel, l'être humain ne trouve sa joie que dans une réalité accordée à sa nature, à la mesure de sa personne, une réalité d'ordre spirituelle. Autrement dit, le bonheur humain n'est pas dans les choses matérielles, mais dans les relations de personnes. C'est donc sur un aspect de ces relations que je vais insister : **sur l'enjeu de la gratitude par laquelle toute relation trouve sa vraie consistance.**

Le Concile Vatican II (au milieu des années 60) puis Saint Jean-Paul II (dans *Mulieris dignitatem*), ont insisté sur **la dignité et la vocation de la femme, sur sa force morale et sa force spirituelle** (cf. n. 30) ; à tel point que le Message pour la Journée mondiale de la paix en 1995 avait pour thème « *La femme : éducatrice à la paix* ». Et aujourd'hui, c'est à travers le Pape François que s'accroît la prise de conscience de cette place : il disait aux participantes du Congrès nationale du Centre Italien des Femmes, le 25 janvier 2014 : « *J'ai souhaité que l'on fasse plus de place à une présence féminine plus étendue et incisive au sein de l'Eglise (cf. Exhort. ap. Evangelii gaudium, n. 103). (...) l'esprit féminin représentent (...) une réalité sans laquelle la vocation humaine ne pourrait exister. Et cela est important. Sans ces attitudes, sans ces qualités de la femme, la vocation humaine ne peut se réaliser.* »

François exprime ici ce qui est au cœur donc de mon propos : l'impossibilité du plein développement humain sans les femmes, donc la nécessité de mettre au jour une **dette de reconnaissance**.

II.

Puisque tout être humain se reçoit d'un autre et ne peut advenir que par l'autre, tout être humain est ainsi redevable. Aussi vrai que nous sommes vivants, nous le tenons d'un autre, et c'est en tant qu'il atteint à l'expression de sa gratitude qu'il atteint à son humanité. Nous ne sommes vraiment humains que si nous sommes habités par une reconnaissance et avons vaincue les tentations d'ingratitude. La reconnaissance constitue l'humain en tant qu'il est appelé à vivre dans la gratitude, ce qui n'est jamais gagné. Si la femme est naturellement celle par qui l'être humain naît en ce monde, ce même être humain n'advient pleinement comme humain, que dans la mesure où il entre dans le mouvement de reconnaissance et de gratitude envers celle qui lui a donné la vie. Le refus de considérer ce **don de vie**, comme la grâce reçue par une femme conduit à l'effacement d'un devoir de gratitude. Et sans expression de gratitude, ce monde - je le crois - perd en humanité. Rien ne heurte davantage l'harmonie que l'ingratitude. Il y a pour tout être humain, un premier pas d'humanisation, qui consiste à entrer dans un mouvement de reconnaissance.

L'expression même de « dette » signifie d'avoir bénéficié gracieusement et donc contracté auprès d'une autre personne un bien qui doit le lui être retourné. Si l'expression est plus généralement employée en référence à de l'argent, (une dette) il s'agit ici d'une dette pour un bien qui ne peut être restitué sinon d'une manière telle qu'elle se dise dans la gratitude. Gratitude infinie à l'égard d'une réalité qui a beaucoup plus de valeur que de l'argent puisque c'est la vie même.

Chacun doit à une femme d'être là (une mère), et chacun doit à de nombreuses femmes d'avoir reçu les moyens de donner sens à son existence.

Cette dette contractée envers les femmes est donc la conséquence d'un don préalable. Redisons-le pour nous en émerveiller, un don que nous ne pouvions demander, (Et comment aurait-il pu être demandé ?) puisque ce don nous constitue dans l'état de personne. Nous sommes constitués par un don, qui ne présuppose pas l'interlocuteur mais qui le constitue. Tout don est aussi un appel à lui répondre.

C'est donc un don d'une nature unique pour lequel un type particulier de remerciement est attendu.

Ce don qu'est notre corps et notre vie doit encore être interprété. Cette interprétation est **la grande tâche éducative**. Donner un sens, une saveur et de la valeur à la vie reçue est aujourd'hui un immense défi.

Il n'est acquis pour personne que le fait – la grâce - d'être là soit absolument une chance. Si l'on en juge par l'état de tension de l'humanité, par la détérioration du climat, par la violence qui traverse l'histoire, il est probable que cette violence touche à un moment ou un autre, la jeune vie qui commence. En quoi ce don est-il vraiment grand, s'il me faut souffrir et mourir un jour ?

Cette obscurité avait gagné l'âme de Romain Gary qui écrivait dans « la promesse de l'aube, *« Avec l'amour maternel, la vie nous a fait à l'aube une promesse qu'elle ne tient jamais. »*

« La vie ne devient un vrai don que si, avec celle-ci, on peut donner une promesse qui est plus forte que toute mésaventure qui peut nous menacer » disait Benoît XVI, en avril 2012, *« si celle-ci est plongée dans une force qui garantit que cela est un bien d'être homme, que pour cette personne, tout ce que l'avenir apporte est un bien. Ainsi, à la naissance doit être associée la renaissance, la certitude que, en vérité, c'est un bien d'être là, car la promesse est plus forte que les menaces. »*

La femme, pour la foi chrétienne, est la gardienne de cette promesse.

Et c'est là que la gratitude à l'égard de la femme se fait gratitude envers la femme éducatrice : « éduquer » signifie « conduire sur un chemin », et c'est elle, l'éducatrice qui aide l'enfant sur le chemin de l'appropriation du don de la vie par la juste appréciation de la valeur de ce don qui lui a été fait.

Vous sentez que sur ce dernier point il y a « la valeur de la vie », il y a aujourd'hui une immense question qui nous interroge tous et plus particulièrement les plus jeunes qui sont si souvent en attente de comprendre ce que peut-être le sens de leur vie. **Par leur engagement éducatif, les femmes sont facteurs de paix dans les cœurs et donc dans le monde.**

III.

Nous n'aurons pas à aller très loin pour rejoindre **la dimension de la religion**, tant pour un chrétien, l'essence de la religion se confond avec la gratitude.

Si le mot de « religion » signifie « relier » alors, un chrétien vit sa religion comme ce qui le relie et l'unit aux autres en servant en chacun ce qui est commun à tous. Les femmes peuvent jouer un rôle déterminant dans la lutte contre le jeu concurrentiel des identités religieuses auquel nous assistons aujourd'hui. Elles savent que nous sommes tous faits de la même « pâte » humaine. Comme le disait le théologien suisse, Maurice Zundel, « *Le chrétien ce n'est pas celui qui n'est pas musulman, qui n'est pas juif, shintoïste, hindouïste, le chrétien est celui qui n'est qu'un amour, en lequel vit l'amour et n'aborde les autres que comme amour, en suscitant en eux un nouvel amour.* »

Définition qui supporte la traduction d'amour par gratitude : « *Le chrétien ce n'est pas celui qui n'est pas musulman, qui n'est pas juif, shintoïste, hindouïste, le chrétien est celui qui n'est que gratitude, en lequel vit la gratitude et n'aborde les autres qu'avec gratitude, en suscitant en eux une nouvelle gratitude.* »

Je terminerai en portant notre regard sur une femme que le Pape François a canonisé à la fin de l'été : Mère Teresa. Elle ne fut pas mère, aucun enfant de sa chair ne lui doit de dette de reconnaissance, mais toute la famille humaine lui exprime sa gratitude car, elle sut témoigner auprès des mourants de toute condition et confessions religieuses que « *le bien ce n'est pas quelque chose à faire, mais quelqu'un à aimer* ».

Le Pape François voyait en « *cette humble fille d'Albanie, devenue, par la grâce de Dieu, un exemple pour tout le monde dans l'exercice de la charité et dans le service à la promotion humaine* » et il priait afin que toutes les femmes (cit.) « *soient toujours plus respectées dans leur dignité et valorisées dans leurs potentialités positives.* »

Ainsi il apparaît essentiel aujourd'hui de nous réinterroger : de quoi les femmes sont-elles le signe ? C'est en regardant les domaines de l'éducation, de la culture et de la religion que nous voyons apparaître une dette de reconnaissance qui si elle est exprimée en gratitude devient un chemin de paix pour le monde et un chemin d'unité de la grande famille humaine.

La foi catholique ne cesse de prendre conscience de ce qu'elle doit aux femmes, et d'approfondir la signification jamais complètement acquise du masculin et du féminin, et de la richesse de leur collaboration, il reste un effort pour passer de l'intelligence des choses à une pratique intelligente, qui exprime ce que l'on a compris.

Le bonheur de l'humanité après lequel toutes les générations courent, passe par une reconnaissance d'une heureuse dette.

En vivant une dette de reconnaissance à l'égard des femmes pour toutes ces raisons que je viens d'évoquer, nos sociétés se donnent les moyens de comprendre la vie comme un don à réaliser, un don de soi.

Se reconnaître précédé par un don devient la condition de la construction d'une société, car cette construction est la réponse que nous donnons à la fois collectivement et personnellement au don reçu. **Les femmes ne sont pas seulement nécessaires à la société, elles en sont le pivot, l'axe d'humanisation. Ainsi c'est à la gratitude envers les femmes que l'on**

pourra attester d'une société vraiment humaine. Il n'y a pas d'être humain sans femme, il n'y a pas de société humaine sans l'expression de gratitude en vers le don reçu par elles.

Vous l'aurez compris, c'est donc une violence faites aux femmes que de ne pas reconnaître ce qui leur est dû en matière d'éducation, de culture et de religions, en tant que femmes, (non d'abord par ce qu'elles font, mais par ce qu'elles sont).

L'être humain devient plus petit et non pas plus grand lorsqu'il ne laisse plus de place à la gratitude.

La loi de la vie est la reconnaissance d'une dette dont on ne s'acquitte qu'en remerciant, que soient ainsi remerciées toutes celles qui aujourd'hui à travers le monde sont au service de l'éducation de la culture et de la vie de l'esprit toutes celles par qui l'espérance d'un avenir meilleur est toujours possible.

Je vous remercie.

* *
* *

La Femme juive entre la pratique libérale et orthodoxe du Culte

Bertrand WEIL

Membre du consistoire
Central Juif de France

Mon exposé consiste, après un rappel des thèmes de la philosophie juive depuis Maimonide, à s'imaginer une carte de la pluralité culturelle de l'Occident en 2016 !

Les cultures, les dogmes, les vestiges de l'histoire rendront notre union politique difficile si nous souhaitons la sacraliser !

Le Judaïsme en occident étant une minorité de 1% ; il est révélateur d'un possible risque civilisationnel !

Le monde juif en France était

- assimilationniste en 1870,
- défenseur de l'intégration en 1950,
- communautariste ou sioniste en 2016 !

Le judaïsme est Pluriel et je vais aborder la question de la femme avec des exemples :

- En Israël Golda Meir fut une pionnière dans la prise du pouvoir politique d'une femme dans une démocratie.
- L'ambassadrice d'Israël en France est une femme.
- La ministre de la justice en Israël a 40 ans, 3 enfants et un mari pilote de chasse dans l'armée.
- En France Simone Veil est la femme la plus populaire depuis 40 ans.
- Elisabeth Badinter est la philosophe étendard du féminisme.
- À Paris, nous avons une Rabbin Delphine Horvilleur qui est une star des médias et exerce dans une communauté libérale, dont malheureusement, les effectifs sont très faibles.

Mais les instances consistoriales très majoritaires n'ont pas cette vision :

- Une femme a voulu postuler au poste de Présidente du Consistoire Central mais plusieurs membres ont protesté du fait que cela serait contraire à la loi juive.

- En 2016 des membres du consistoire ont souhaité déroger au principe que les lois du pays depuis 1806 priment les principes religieux.

- En 2016 la femme du grand Rabbin de France serre la main des hommes, tandis que le président laïc a choisi une secrétaire qui, quant à elle, refuse de le faire.

De fait, sur la question de la femme juive, il existe des coutumes différentes entre ceux qui ont vécu au contact de l'église réformée ou du monde communiste et les juifs du sud dont l'environnement était islamisé.

Le retour sur une rigidité " halakhique" est une réalité, et croire qu'un environnement politique laïc, infléchirait le mouvement, est une erreur.

Nous avons donc, face à un environnement plus libéral, toute une population qui invoque des lois religieuses, comme un muret qui les protégeraient d'un futur incertain.

La mère Juive : mythe ou réalité :

- La mère transmet le flambeau de la Judéité : Elle transmet les règles familiales et la culture religieuse. Elle représente l'autorité morale familiale.

- Pourquoi ne pas croire que, si dans le calendrier Juif nous sommes en 5777, c'est grâce à la mère juive !

* *
* *

Debout les femmes ! Réveillez vous et protégeons vos enfants

Nadia REMADNA
Présidente de la
« Brigade des mères »

Je suis travailleuse sociale dans une banlieue du 93, fondatrice et présidente de la Brigade des mères. J'ai créé cette association, suite à la situation alarmante dans les quartiers.

Je vais d'abord revenir rapidement sur mon parcours

Je suis née en France à Créteil, d'origine algérienne. J'ai quitté la France à l'âge de 13 ans, sur décision brutale de mon père, qui m'avait arrachée de mon pays, la France pour me faire vivre en Algérie, un pays que je ne connaissais pas. J'y ai connu le terrorisme, j'y ai perdu des membres de ma famille. J'ai pu enfin revenir en France et reprendre mes études en 1987.

Pourquoi la Brigade des mères ?

Je reviens sur les événements de 2005 : les émeutes des banlieues, appelée par certains « les révoltes des banlieues ».

Je me suis rendue compte qu'en 2005 - Je ne parlerai pas vraiment de religion mais de république et la réalité du terrain - l'Etat a fait appel aux grands frères pour remettre de l'ordre dans nos quartiers.

Pour moi, les grands frères ça veut dire « les hommes » et pour moi qui ai connu les grands frères en Algérie et qui ai connu le terrorisme et perdu des membres de ma famille au cours des attentats d'Algérie, je me suis demandé si, étant mariée puis divorcée et n'ayant pas de grand frère, c'était moi le grand frère de mes enfants. Et ce qui m'avait surpris, c'est que c'était désormais l'état qui servait de grand frère, Cela voulait dire pour moi, les frères musulmans et ces grands frères ont occupé le quartier et nous ont retiré l'autorité parentale ; ils ont retiré à nous les femmes les liens que l'on avait avec nos enfants. En fin de compte c'est eux qui animaient le bulletin scolaire, c'est eux qui emmenaient les enfants en vacances, c'est eux qui « s'occupaient » des études des enfants ; l'état les avait nommés indirectement tuteurs de nos enfants. Du coup toutes les femmes, toutes les sœurs étaient exclues... UN DETAIL, n'est-ce pas !

Ensuite, les jeunes de 2005 que l'état avait nommés comme grands frères ont été formés avec des contrats aidés, ce qui veut dire que ces grands frères ont travaillé à l'éducation nationale, dans les mairies, dans les institutions de l'état.

Mais le problème, c'est que ces grands frères n'utilisent comme outils que la religion et la culture des pays d'origine et retirent aux femmes l'autorité parentale. Et nos banlieues sont en grande majorité de culture maghrébine et de religion musulmane.

Et tout s'est enchaîné : A l'époque, en tant qu'éducatrice scolaire, j'ai alerté l'éducation nationale, les éducatrices scolaires et le corps enseignant. J'ai signalé au principal du collège le cas d'un surveillant reprochant à un élève de ne pas l'avoir vu à la mosquée. Et voilà ce que le principal me répond : « Heureusement que nous avons les grands frères dans les quartiers sinon les collèges et les villes seraient à feu et à sang. » Ainsi, le principal du collège donnait toute autorité à ces grands frères, qu'ils soient surveillants ou médiateurs.

Ensuite on a mis dans des ateliers les maisons de quartier qui sont eux-mêmes des lieux municipaux ; on a fait ces fameux ateliers cent pour cent femmes. Ce qui veut dire qu'il n'y a pas de mixité hommes femmes dans les ateliers et on a mis en place des cours d'Arabe. « Pourquoi pas ? » me direz-vous ! Mais le problème n'est pas là. Le problème c'est que tout le monde savait que ce n'était pas des cours d'arabe, mais des cours coraniques. Dans plusieurs quartiers, ça se passait dans une maison de quartier c'est à dire dans des locaux municipaux. Ensuite, les grands frères se sont mis en liste citoyenne et se sont présentés aux élections municipales, se donnant ainsi encore plus de pouvoir. Alors les grands frères, ces petits jeunes qui essayaient de calmer les gamins en jouant les caïds, sont venus avec des contrats aidés. Ensuite, ils sont venus travailler dans les institutions et puis ont fait une liste électorale, ce qui veut dire qu'ils sont représentants de la république et pour certains, élus. Ils prennent toujours la partie sport et jeunesse. Le danger commence là. Ce qui fait que les jeunes qui ont été mandatés (je ne sais pas si c'est le mot) par certains élus, deviennent eux-mêmes élus, ce qui leur donne encore plus de pouvoir.

Du coup, nous les femmes, les mères, on s'est retrouvées enfermées au milieu d'un machisme intégriste religieux. C'est le mot !

Et en 2014, j'ai créé la brigade des mères.

Pourquoi ?

En tant que travailleuse sociale et médiatrice, on me reprochait souvent de ne plus avoir de barrière en dénonçant beaucoup de choses. On me disait que moi, en tant que médiatrice scolaire, il fallait que je fasse attention, que j'aurais pu aller contre l'institution. Du coup, je n'avais pas de liberté de parole et la brigade des mères est justement intervenue pour me retirer cette barrière : Je n'étais plus institution mais j'étais présidente de l'association de la brigade des mères, ce qui m'a permis de bien fouiller sur le terrain et de parler des vrais problèmes.

Moi-même de culture musulmane, avec ce qui se passe dans nos banlieues, j'ai l'impression de revivre la fin des années 90 en Algérie. Je nomme

les choses, je n'ai pas peur de dire les mots. Malheureusement les politiques n'ont pas ce courage politique ; bien au contraire, certains ont mandaté des rabatteurs intellectuels pour me porter des coups et me discréditer et cela rend notre combat plus difficile... Tout à l'heure, j'entendais monsieur Raffarin dire qu'il ne fallait pas stigmatiser, Ce n'est pas la stigmatisation qui me dérange. Il faut justement nommer les choses pour trouver des solutions face à l'intégrisme politique. Il y a une réalité, il faut la nommer. N'ayons pas peur d'être traitée d'islamophobe, dit Elisabeth Badinter.

Ce n'est pas d'islamophobie qu'il faut traiter aujourd'hui, il faut traiter l'humain justement : Quand un médecin vous annonce que vous avez un cancer et qu'il vous propose une chimio, vous n'allez pas lui dire que vous ne voulez pas de chimio parce que vous avez peur de perdre vos cheveux. Je pense que la radicalisation se présente de la même façon.

Aujourd'hui, je travaille en tant que brigadière un peu partout et pas seulement à Sevran et je rencontre des gens qui viennent me voir avec ce problème d'enfant radicalisé, ils ne savent pas où aller. On ne peut pas aller au commissariat. Quand vous êtes malade vous allez aux urgences ; quand vous avez un enfant en échec scolaire, vous demandez de l'aide à un enseignant. Mais quand vous avez un enfant qui du jour au lendemain s'occupe beaucoup de la religion musulmane, qu'il soit de religion musulmane, de famille catholique ou même athée, un enfant de 15 ans qui vient vous dire : « Ecoutez, à partir d'aujourd'hui, moi je suis musulman. » ou bien, comme je l'ai rencontré, un enfant catholique qui refuse de rentrer à l'église pour l'enterrement de sa grand mère...

J'ai plusieurs témoignages de familles dont les enfants sont décédés. Dans la seule ville de Sevran, nous avons eu 15 départs, résultat 15 morts. Dans mon combat aujourd'hui, J'ai voulu travailler sur les rabatteurs. Les rabatteurs, ce sont des gens qui viennent travailler avec nos jeunes. Mais là où c'est dangereux, c'est que les rabatteurs sont membres voire présidents d'associations. Ces rabatteurs qui se promènent dans les villes savent qu'ils sont intouchables.

Pourquoi intouchables ?

Quand j'ai commencé le combat, je savais que j'allais être traitée, insultée, menacée par les salafistes radicaux. Je les attaque, c'est normal qu'ils se défendent. Par contre, je ne pensais pas que j'allais être attaquée par un certain parti politique. En fin de compte, je n'ai pas à me remettre en question à propos de la politique de la ville. Mais je ne suis pas dupe, nous ne sommes soutenues par aucun politique. On a manifestement mis les pieds là où il ne fallait pas. Mais aujourd'hui, on est tous concernés, quelle que soit notre religion, quel que soit notre statut social. La radicalisation n'est pas juste spécifique aux banlieues, n'est pas spécifique aux petits voyous. Et je vous invite tous à venir en banlieue pour voir la réalité du terrain. Je peux vous dire que tous les discours, toutes les conférences ne vont pas régler le problème parce que les jeunes qui arrivent aujourd'hui... Tenez par exemple : ces jeunes que j'ai rencontrés il y a deux ou trois jours trainant dans le quartier. Je leur dis : « Qu'est-ce que vous faites dans le quartier. Normalement vous devriez être à l'école ? » Et ils me disent : « Mais madame, on n'a pas cours parce qu'aujourd'hui, un frère va faire un discours sur le prophète. » Ce qui est malheureux dans ça, c'est que tout le quartier est au courant, les insti-

tuions sont au courant et on justifie la situation en disant : « Mon enfant ne viendra pas cet après midi car, de toute façon, il doit participer à tel ou tel débat. » Et tout le monde adhère et quand vous protestez on vous dit : « On ne va pas se battre contre 100 élèves, on va pas se battre contre toute une ville. » Et c'est ça que nous, on combat !

Et ce n'est pas les salafistes qu'il faut combattre mais plutôt les gens qui nous empêchent de combattre les salafistes.

Et les gens qui nous empêchent de combattre les salafistes, ce n'est pas un secret, je le dis à tout le monde, c'est particulièrement cette extrême gauche qui est carrément dans le déni. On est, il faut le dire dans une ville minée par l'extrême gauche. On a des personnes... Je vais les nommer, de toute façon, ils sont au courant. Quand Clémentine Autain, que j'avais soutenue en 2014 est arrivée, je me suis dit « Chouette, une femme ministre, bravo, ils vont nous sauver ! »

Et manque de bol, c'est fini tout ça !

Aujourd'hui, nous sommes tous en danger par la faute de ces politiques de gauche qui étaient responsables au nom d'une certaine idée du passé

Notre combat n'est ni de gauche ni de droite. Il est citoyen.

On a laissé l'extrême droite s'appropriier les mots républicains et on a fait semblant de ne pas voir la situation.

Moi qui suis d'origine Algérienne et de culture musulmane, je n'ai pas le droit de dire que j'aime la France, sinon on dit que je fais le jeu du Front National.

Dans mon livre¹, j'ai pu avoir la réputation de quelqu'un qui observe un peu tout. Je ne suis pas une grande intellectuelle mais je regarde. Et nous avons par exemple, aujourd'hui dans la brigade des mères, 3 familles concernées qui nous soutiennent : elles ont perdu leurs enfants partis en Syrie.

J'ai l'impression qu'avec les élections, on continue d'être dans le déni. On a peur de nommer les choses. On va flirter avec le diable et on est en train de ...

Moi, je dis bien, j'étais, je suis... je ne sais pas trop, un peu plus de gauche par rapport à ma fonction, mais voilà, c'est comme ça ! Mais aujourd'hui, franchement quand je rentre dans un stade de banlieue, j'ai peur que Juppé soit président de la république. Je sais qu'il y a des gens, ici qui sont pour. Voilà pourquoi j'ai peur. Peut-être que vous pouvez transmettre ma peur. Fillon ou Juppé, oui, je sais pourquoi je choisis le premier².

Parce que moi, j'ai vu comment se sont passées les élections en 2014 : Que ce soit les gens du centre, de droite ou de gauche, voilà comment se déroulent les élections : On vient avec des tracts et on dit : « Ne vous inquiétez pas, il y aura de la viande hallal à la cantine... Ne vous inquiétez pas, de toute façon on va vous faire une mosquée. » Au lieu de parler de laïcité, bien au contraire, on dit : « Il est inadmissible qu'il n'y ait pas de mosquée dans votre quartier ! » La préoccupation de certains représentants de l'état

¹ Comment J'ai sauvé mes enfants. Calmann-Levy

² Nous sommes le 25 septembre à la veille du scrutin de désignation du candidat de la droite et du centre.

n'est pas de faire de la prévention contre la radicalisation et le terrorisme mais de pourvoir de viande hallal les cantines et les prisons.

Alors comment voulez vous que nous les femmes, on éduque nos enfants justement sur cette liberté, cette laïcité... j'ai envie d'inventer un mot parce que le mot laïcité n'a plus de sens, n'a pas de valeur.

Aujourd'hui, pour certains, au nom de la laïcité, tu n'as pas le droit de... ou alors, au nom de la laïcité tu as le droit de... et du coup on n'a ni le droit ni l'interdiction.

Nous en France, nous les femmes de banlieue on est obligées, d'aller dans les cafés et lancer des défis : « Allez, Chiche, viens, on va aller prendre un café dans tel et tel lieu ! » Et après au retour des gens nous disent : « C'est formidable, vous êtes courageuse, vous vous rendez compte, vous avez eu le courage de prendre un café dans un quartier ! » Non, je suis pas courageuse ; je ferais ça en Arabie Saoudite, oui je serais courageuse, mais ce n'est pas en France du courage que d'aller prendre un café dans un quartier. Ça devrait être normal. Et justement dire que je suis courageuse, nommer les choses, prendre un café etc. pour vous c'est ça qui n'est pas normal. La normalité est devenue comme un acte de bravoure. Alors on a 2 grands projets à la brigade des mères c'est de faire une école des mères et de la république, faire des actions de terrain pour occuper l'espace public et se le réapproprier car il est pris par des machos intégristes. Et quand vous dites que la religion c'est intime, même si intime c'est sacré chez certaines personnes, l'intimité en fait, l'Etat nous l'a retirée.

Par exemple, pour nous pendant le ramadan, il y a des chapiteaux partout dans la ville. Pas seulement à Sevran... Et ces chapiteaux permettent justement, tous les soirs à tous ces jeunes de prier et de rompre le jeûne. Et ce qui était sacré, le ramadan, le jeûne, l'iftar (la rupture du jeûne) dans le cadre de la famille, même ça on nous l'a retiré, on en a fait un truc politique. Dans les quartiers l'iftar, pour certains groupes de droite comme de gauche est devenu l'iftar politique. On nous a retiré ce qui est sacré, on en a fait un truc politique. Ce ne devrait, tout de même pas être à l'état de mettre des chapiteaux pendant un mois dans tous les quartiers et de faire l'iftar politique. Je suis désolée, c'est pas ça, la république !

Des familles qui ne mangent plus ensemble pendant le ramadan, les femmes à la maison, les hommes et les enfants sous les chapiteaux, c'est pas ça non plus la République.

Dans nos quartiers, beaucoup de femmes sont voilées avec des fillettes voilées. Attention, je n'ai rien contre les femmes voilées. Par contre c'est pas normal qu'en France on ait des gamines de 3 - 4 ans voilées. C'est ça que je vois moi, et que je dénonce. J'ai pas fait de grandes recherches, j'ai pas dû creuser longtemps, tout le monde le voit.

Et à moi, on demande de ne faire des activités que pour les femmes. Alors je reviens sur cette école des mères et de la république, on y a mis la philo au programme. Pourquoi la philo ? Parce que pour moi ça me permet de critiquer. Avec la religion musulmane, on ne peut pas critiquer, donc on ne peut pas construire. On est dans le déni.

Après les attentats, notre président de la république nous a dit que nous étions en guerre. Effectivement, nous sommes en guerre. Mais quand

on est en guerre, on ne fait pas appel aux imams, on fait appel aux militaires, à l'armée.

Dans nos quartiers de banlieue, à chaque émeute, on fait appel aux hommes et aux religieux, jamais aux femmes pourtant les premières concernées. C'est ça qui n'est pas normal. Chaque fois qu'il ya une tribune pour parler de religion on fait appel aux hommes, aux religieux, aux grands frères, aux associations soit disant d'aide à nos enfants et encore une fois on exclut les femmes. Et sans les femmes, on ne pourra pas reconstruire la France qu'ont aimée nos parents, la France que j'aime, que nous aimons tous. Aujourd'hui, il ne faut plus avoir peur de nommer les choses parce que, à continuer à être dans le déni, on sera tous complices de la montée de la radicalisation.

A travailler dans les banlieues, je peux vous dire que je suis très, très, très pessimiste. Alors j'aimerais bien que vous me donniez un peu d'optimisme pour retourner dans ma banlieue. Ne vous inquiétez pas, il y a des gens derrière nous pour prendre la suite.

Notre combat n'est pas facile parce qu'on se bat pas contre les petits dealers de quartiers, les voleurs de scooter ; on se bat contre une idéologie. Il m'arrive d'intervenir dans les prisons et quand je vois un jeune de 17 ans se faire attraper parce qu'il est allé en Syrie commettre des atrocités, j'essaie de comprendre ce qui s'est passé dans sa tête car à 17 ans, on n'a pas envie de mourir. Et en fin de compte, il m'explique qu'il s'agit tout simplement de payer une dette : son guide, celui qui lui a demandé d'aller en Syrie, c'est quelqu'un qui lui a rendu service, qui a trouvé un travail à son frère, etc. Tout là dedans est en porte à faux : il ne s'agirait que d'une dette !

Domage que je n'aie pas eu le temps d'en parler avec monsieur Raffarin qui était là tout à l'heure pour nous accueillir dans ce colloque et lui dire qu'il faudrait dissoudre certaines associations qui viennent dans mon quartier semer la haine dans la tête de nos enfants pour repartir ensuite tranquillement dans leur ville et tant qu'on n'aura pas arrêté de donner la parole à ces gens qui viennent nous faire la morale, nous parler de la haine de l'autre, de cette victimisation qui est à double tranchant : « De toute façon, tu t'appelles Mohammed, tu ne trouveras pas de travail, regarde ton père, il a travaillé toute sa vie, regarde sa retraite. » Ce sont ces discours de haine qu'il faut empêcher. Il faut redonner de l'espoir, au contraire. Toutes les religions quelles qu'elles soient sont confrontées à la radicalisation qui aujourd'hui, malheureusement s'aggrave.

Les jeunes me disent :

« Madame, c'est pas écrit dans le livre.

– C'est quoi le livre ?

– C'est le Coran ! »

Une certaine politique fait référence au Coran :

« Est-ce que Mahomet a dit ou Mahomet n'a pas dit ?

Qu'est-ce que c'est que ces discours ?

J'en suis un peu malade. Il y a quelques temps dans un conseil municipal, un portable a sonné, c'était l'appel à la prière. Qu'est-ce que ça vient faire dans ce contexte ???

*

Dans la brigade des mères, nous sommes toutes, mères et françaises et nous agissons souvent dans l'urgence auprès des jeunes, des femmes et des familles pour lutter contre l'obscurantisme et l'ignorance.

Avec des méthodes humaines et simples, nous déconstruisons les préjugés et luttons contre la victimisation et la discrimination.

Notre but ?

Nous faire donner les clés pour ouvrir les ghettos géographiques et psychologiques.

* *

Les défis de nos appartenances multiples culturelles, éducatives et religieuses

Lilia **BENSEDRINE-THABET**

Juriste et experte en question interculturelle

Je tiens à vous remercier, Mesdames les Présidentes, Internationale et Nationale, ainsi que les membres de l'Union Européenne Féminine pour votre invitation. C'est un honneur et un bonheur pour moi d'être parmi vous ici, au Sénat. Vous m'invitez à m'exprimer sur Femmes: Éducation, Cultures et Religions. Le défi de nos multiples appartenances. Ma présentation ne prétend pas à l'exhaustivité ni à l'objectivité.

En effet, je vais partager avec vous mon témoignage de femme, mon vécu de musulmane, croyante et pratiquante, de Tunisie et de France et l'expérience de mes multiples appartenances.

Aujourd'hui, nous le constatons quasiment tous et de nombreux savants l'affirment, notre monde n'est pas seulement en crise, notre monde est en mutation. Il est caractérisé par l'interdépendance et l'interconnexion. En effet, les risques écologiques, sanitaires, sociaux, économiques ne connaissent pas les frontières. Les personnes de religions, de cultures et de convictions très diversifiées sont amenées à se rencontrer, à être interconnectées. Le grand savant Michel SERRES affirme : Dans ce monde en pleine évolution, nous avons besoin de passeurs, de facilitateurs, de médiateurs. Tout ce qui est de « l' Inter », de l' « Entre » : Inter-culturel, inter-religieux, inter-convictionnel, contribue à construire l'avenir !

Notre contemporanéité est caractérisée par la diversité et la complexité. Exacerbés par la terrible actualité, les défis et dangers du contexte sont malheureusement une réalité. Sont présents la méfiance, le soupçon, la peur envers l'autre différent. Les risques de divisions, d'exclusions, de rejets ne font qu'augmenter !

C'est pourquoi il me semble plus urgent que jamais d'apprendre à vivre ensemble avec nos multiples appartenances (Partie I). Mais aussi, opposer aux extrémistes, aux fanatiques prônant de l'Islam une lecture exclusive et excluante; leur opposer une lecture d'ouverture, de libération et d'émancipation (Partie II). Celle-ci existe depuis longtemps. Elle est faite par de nom-

breux savants, en particulier sur la question des femmes. Cela nécessite une pédagogie, une éducation. C'est le troisième temps de ma présentation.

I APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE AVEC NOS MULTIPLES APPARTENANCES ?

Je vous présente ma propre expérience: Ayant de la famille des deux côtés de la Méditerranée, en Tunisie et en France, dès toute petite, j'ai rencontré la diversité de nos religions, de nos cultures, Orientales et Occidentales, de nos traditions et convictions. J'ai été éduquée au respect de l'autre et au dialogue interculturel et interreligieux: «Fais à autrui ce que tu souhaites qu'il te fasse et ne fais pas à autrui ce que tu ne souhaites pas qu'il te fasse». Cette règle d'or, nous la retrouvons non seulement dans l'Islam mais dans toutes les religions et spiritualités. On m'a appris que ce ne sont pas nos religions qui nous séparent mais bien plus nos ignorances, nos intolérances et nos préjugés. Plus nous développons nos connaissances et compréhensions mutuelles, plus nous nous rendons compte des valeurs fondamentales que nous avons en commun. Ainsi par exemple, la valeur et le défi de la paix, tels qu'ils se présentent actuellement à toute conscience humaine, transcendent nos différences religieuses. A ce titre, je souhaite partager avec vous une grande fierté. Mon père, ici présent, a été invité en tant que musulman par le Pape JEAN-PAUL II pour les prières pour la Paix à Assises, en 1986 et 1993. Nous rencontrer, c'est apprendre à nous respecter avec nos diversités, c'est développer notre humanité. De plus, pour la croyante que je suis, la multiplicité de la Création émane de la volonté Divine. La richesse de la diversité de notre humanité sont des signes de Dieu. Exclure la diversité, rejeter, voire tuer des personnes parce qu'elles sont différentes, c'est nier le projet de Dieu ! Pourtant, certains se réclament de Dieu pour rejeter, maltraiter, tuer des personnes parce qu'elles sont différentes...

Mes appartenances multiples, mes ouvertures sur les horizons d'Orient et d'Occident, sur les mondes arabe, musulman et Européen, je les vis comme une richesse. Mais j'entends des questions qui me sont posées :

Quelle appartenance choisis-tu ?

Es-tu d'une appartenance plus que d'une autre ?

Es-tu Entre ces différentes appartenances (comme entre deux chaises) ?

Es-tu Sans appartenance ?

Tu n'es pas vraiment d'ici, ni tout à fait de là-bas ?

Dans son livre Les identités meurtrières, (ô combien d'actualité) l'écrivain Français et Libanais Amin MAALOUF, de l'Académie Française, traite de ces questions. Je remercie Madame la Sénatrice Monique CERISIER BEN GUIGA, ici présente, de me l'avoir fait découvrir. L'auteur nous met en garde contre le risque, voire la tentation de nous réduire et nous enfermer ou de désigner, d'enfermer l'autre dans une seule appartenance: Lui LE Juif/ Toi LA Musulmane/ Toi L'Athée/ LE Chrétien... Je le cite: Si les personnes de multiples appartenances ne peuvent les assumer, s'il leur est demandé constamment de choisir leur camp, sommés de réintégrer les rangs de leur tribu, alors nous sommes en droit de nous inquiéter !

De nombreux témoignages (que je n'ai pas le temps de présenter) notamment de jeunes, montrent le danger de cette réduction à un choix binaire, entre le Eux et le Nous : Soit tu es avec nous, de notre appartenance, soit tu es avec eux. Tu ne peux pas être des deux. Si tu es avec « Eux », tu es donc Contre « Nous ». Pour sortir de cet « enfer-mement », chacun de nous devrait concevoir son identité comme étant la somme de ses appartenances ! Aujourd'hui, au lieu de cela, c'est une seule appartenance qui est brandie, de plus en plus, souvent religieuse, conçue comme suprême, exclusive et excluante. Nous savons combien cela peut être dangereux, mortifère et mortel ! Amin MAALOUF appelle d'urgence à une nouvelle conception de l'identité ! Nous ne pouvons nous contenter d'imposer aux milliards d'humains désarmés le choix entre l'affirmation outrancière de leur identité et la perte de toute identité, entre l'intégrisme et la désintégration.

Face à ces risques de cercles vicieux, de fermetures, d'exclusions, de rejets, de plus en plus brandis au nom de la religion, nous devons encourager et proposer les regards d'ouverture et les conceptions progressistes qui existent dans celle-ci.

II LECTURES PROGRESSISTES, D'OUVERTURE ET DE LIBERATION

Pour la religion musulmane, le Coran est un livre Sacré qui relève de l'incommensurable Divin. Il est LA Parole de Dieu, révélée à son prophète Mohamed par l'intermédiaire de l'ange Gabriel, Gebril en arabe. Mais de nombreuses personnes font la confusion entre « Un seul Livre » et « Une seule Lecture. » Celle proposée est souvent étriquée. Ceux qui, dans de nombreux pays et en des périodes différentes de l'histoire, proposent d'autres regards et lectures, d'ouverture, d'émancipation, se retrouvent fréquemment critiqués, décriés, voire menacés. Ainsi, entre autres exemples, au début du 20ème siècle, dans son livre Notre Femme dans la législation musulmane et la société, le théologien Tunisien Tahar HADDAD a dénoncé la lecture passiste que la majorité des personnes ont du Coran. Il a mis en lumière tout son potentiel de liberté et d'émancipation des femmes. Fortement dénigré, il en est mort de chagrin à l'âge de 36 ans. Cependant, son travail de réflexion n'a pas été perdu. En effet, en 1956, à l'indépendance de la Tunisie, le Président BOURGUIBA s'est inspiré de cette lecture progressiste pour libérer les femmes de leurs voiles et des traditions patriarcales se réclamant de la religion. Le Code du Statut Personnel a ainsi été adopté : L'égalité hommes/femmes a été instaurée, la polygamie abolie, la répudiation des femmes interdite, le droit au divorce judiciaire institué. La scolarité devient obligatoire pour les filles comme pour les garçons. Concernant la polygamie, jusqu'à aujourd'hui, aucun autre pays arabe ne l'a abolie totalement. Quand j'avais 20 ans, je me disais: Cela viendra ; les autres pays suivront... Malheureusement, force est de constater que le poids des coutumes et traditions, sous couvert et prétexte de religion, est encore bien présent ! Il y a même des tentatives de retour en arrière notamment sur les questions d'égalité et de polygamie. En Tunisie par exemple, en août 2012, lors de la rédaction de la nouvelle Constitution, le parti majoritaire de l'époque propose un

article disposant que la femme est complémentaire de l'homme, créant une polémique. De nombreuses associations soulignent que dans cet article, la femme n'est définie qu'en fonction de l'homme, en tant que personne « complémentaire » à ce dernier au sein de la famille ou « associée. » La notion de complémentarité est non réciproque. En effet, il n'est pas inscrit que l'homme est complémentaire de la femme. C'est la femme qui est complémentaire de l'homme. Cela suppose que l'homme est défini en soi et que la femme vient compléter le rôle qu'il ne peut ou ne veut remplir. Des milliers de manifestants, femmes et hommes, descendent dans les rues. Dénonçant un retour en arrière, ils rappellent que les femmes doivent avoir un statut de citoyenne à part entière. Ce projet de loi sur la complémentarité est donc retiré. Plusieurs facteurs y ont contribué, notamment :

– Les réactionnaires ont prétexté la religion pour restreindre les droits des femmes. Ils n'ont pas été entendus. Leur lecture de la religion musulmane, fermée et rétrograde, a été dénoncée. On leur a opposé le fait que le Code du Statut Personnel s'est inspiré d'une lecture ouverte de la religion pour fonder la libération des femmes.

– L'autre facteur déterminant est l'éducation. C'est cet outil d'émancipation de la population qui a permis la forte mobilisation des associations, de la société civile et l'acharnement des femmes, mais des hommes aussi, à défendre leurs droits.

III L'ÉDUCATION, OUTIL D'ÉMANCIPATION

Grâce à l'éducation, les femmes ont des ressources. Celles-ci leur permettent de se battre pour leurs droits. Elles accèdent directement au savoir. Elles peuvent lire directement des textes religieux sans devoir passer par une lecture masculine. Elles proposent un nouveau regard et sont à même d'en découvrir le potentiel de libération. Les femmes éduquées, actives peuvent jouer un rôle important. C'est parce qu'ils connaissent cette puissance de l'éducation que les fanatiques, les extrémistes tentent d'empêcher les filles d'y accéder aujourd'hui, par tous les moyens, même les plus violents ! Mallala Yousefzai a failli être tuée parce qu'elle voulait simplement aller à l'école ! Dans ce sens, le prix Nobel de la Paix lui a été décerné pour son combat en faveur de l'éducation des filles.

C'est pourquoi il me semble très important de développer l'éducation sur les deux parties que je vous ai présentées ci-dessus :

A l'heure où tant d'extrémistes se nourrissent de lectures rétrogrades de la religion musulmane, il est urgent de faire connaître les travaux de savants ayant une lecture d'ouverture et d'émancipation.

D'autre part, dans nos sociétés où les pluralités se rencontrent dans un même espace, un enjeu majeur est celui d'apprendre à vivre ensemble avec nos différences.

Sur ce sujet, avec le Groupe International, Interculturel et Interconfessionnel et des Organisations Internationales Non Gouvernementales du Conseil de l'Europe, nous avons organisé une formation, déclinée sous la forme de plusieurs séminaires, en France et à l'étranger, intitulée « *Pour une Europe inclusive. Apprendre à vivre ensemble avec nos convictions différentes.* » Nous avons été invités à la présenter au Forum Mondial de la Démocratie en No-

vembre 2016. Partant d'une réalité - *Les personnes de cultures, de croyances, de convictions différentes, de plus en plus, se côtoient et se rencontrent* - nous constatons que, potentiellement riche, la rencontre est aussi conflictuelle. Méconnaissances, ignorances, incompréhensions alimentent préjugés, méfiances et peurs. Les risques de cercles vicieux, de discours de haine, voire de persécutions s'amplifient. Les souhaits de cette formation sont d'amener les participants à prendre conscience des opinions et convictions héritées, reconnaître et respecter la dignité inhérente à chaque être humain, développer les aptitudes à rencontrer des convictions différentes et construire des projets communs. Parce que les générations à venir vivront dans des espaces numériques et physiques encore plus marqués par la multiplicité des cultures et des convictions, il est plus nécessaire que jamais de leur donner les moyens de maîtriser ces nouvelles réalités.

Je lance ici, au Sénat, un appel pour nous y aider

Je vous remercie pour votre intérêt.

* *
* *

Education, Culture et Religions

Pourquoi cette relation ternaire est-elle si complexe et les évolutions si lentes ?

Eugène JULIEN

Ancien haut fonctionnaire(ENA)
du Ministère des Affaires Sociales et du Ministère de l'Economie

Lors du colloque intervenant en dernier, je savais que le temps allait être compté, et que mon intervention se devait être brève et synthétique, sauf à ne pas laisser de temps aux questions du public, ce qui aurait été incorrect et de plus frustrant, compte tenu de la force de certains témoignages d'intervenant(e)s qui n'allaient pas manquer d'être interrogé(e)s. On a pu le vérifier. Je me permets donc par écrit de développer plus longuement les thèmes que j'avais rapidement effleuré pour ne pas à mon tour frustrer de nouveau les « auditeurs-lecteurs » par un compte rendu de propos lapidaires.

Dans un premier temps, je vais examiner ce que j'oserai appeler pour les femmes leur « double peine » avec d'un côté les handicaps et les sanctions dont elles sont victimes de leur naissance à leur mort, et de l'autre la charge, le fardeau, la responsabilité qu'elles portent pour transmettre les valeurs de la société, de leur culture, de leurs traditions garantissant un enracinement solide, vital de leurs enfants, tout en devant préparer ces derniers à affronter un monde changeant, ouvert, perturbant et où rien n'est écrit de ce qui pourrait advenir.

Le thème abordé par les divers intervenants l'a été sous l'angle des religions dites du Livre, ce qui est tout à fait légitime car nos problèmes sont liés fortement avec cette réalité sociale, religieuse. Pourtant il est utile de prendre du recul et de regarder ce qui se passe dans l'immense Asie qui ne connaît pas ces références de nature aussi dogmatique que dans notre ou nos « Livre(s) ». Et pourtant on constate que le positionnement des femmes entre culture, traditions, croyances, éducation n'est pas plus facile. Un regard distant et acéré peut nous permettre de déceler le faisceau de contraintes et de réfléchir de manière plus sereine aux moyens de faire face à ces lourdes contraintes. Ce sera le second point de mon intervention.

I- La « double peine » des femmes.

A- Un cycle de vie semé d'embûches...

Il faut vraiment chercher les peuples ou les nations, dans le passé le plus lointain ou le plus proche pour trouver une égalité au moment de la

naissance entre un garçon et une fille. La préférence est connue. Elle est un phénomène massif. Cela se manifeste dès les fêtes de la naissance. Le garçon est célébré, la fille est oubliée. Ce phénomène atteint toutes les couches sociales jusqu'aux têtes couronnées. Songez aux remariages incessants de Henry VIII d'Angleterre qui n'a de cesse d'avoir un garçon, et rejette sans ménagement ses femmes infertiles ou qui ne donnent que des filles, alors qu'une d'elles deviendra la célèbre Elisabeth Ière. Que dire de Paul Ier de la dynastie des Romanov qui par exécration de sa mère, la célèbre et brillante Catherine la Grande, fera exclure les femmes de tout droit à gouverner et causera in fine la tragédie finale des Romanov avec Nicolas II qui a plusieurs filles en bonne santé mais un seul fils hémophile...

Plus tard on célébrera la fête de la circoncision, pour les musulmans ou les juifs, alors que l'excision qui marque tant de millions de filles en Afrique de l'Est surtout, est une sorte d'obligation honteuse qu'il faut pratiquer discrètement dans des conditions douteuses.

Voici l'heure de l'école mais soit la fille doit garder la maisonnée, parfois très nombreuse, soit parcourir des kilomètres, non pas un ou deux mais parfois dix, vingt, trente kilomètres dans des zones à risque comme je l'ai connu en Ethiopie. Il faut peu de choses pour que la scolarisation s'arrête. Les statistiques mondiales faites par l'Unesco montrent bien qu'il y a encore dans plusieurs parties du monde ce différentiel de durée de scolarisation à tous les niveaux (primaire, secondaire). Quand enfin la scolarité se poursuit il y a encore cette orientation implicite ou explicite des professions. Cette fois cela se constate partout, même dans les pays très avancés.

Le mariage est une lourde préoccupation pour les familles, et le poids de la culture, de la tradition, de la religion, pèse énormément. Comment un ou une copte égyptien peut-il ou peut-elle épouser un ou une musulman(e) et inversement sans se renier et se faire rejeter par sa communauté ? Le drame shakespearien de Roméo et Juliette et des clans familiaux opposés dans un passé pas si lointain n'est rien face aux pressions sociales et religieuses écrasantes au sens propre.

La vie continue ensuite, mais dans combien de pays encore ne trouve-t-on cette quasi obligation pour la femme d'arrêter son travail quel que soit son niveau d'éducation, ou de qualification ? La récente déclaration inattendue d'une ministre algérienne de la condition féminine en plus (30 novembre 2016) « conseillant » aux femmes de céder leur salaire ...à ...l'Etat, dès lors que leur mari a un emploi... en dit long sur la persistance de cette intrusion jugée intolérable des femmes sur le marché du travail.

Et que dire des codes ou des textes religieux qui inscrivent les inégalités sous une forme dogmatique comme le rappelait récemment encore Shirin Ebadi Prix Nobel de la paix iranienne dans une interview à un hebdomadaire et qui l'exclut, parce qu'elle est femme, de ses fonctions de magistrat. Lisez le récit de ses ouvrages où l'on découvre que les codes iraniens ne donnent pas du tout la même valeur humaine selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

A ces contraintes temporelles il faut évoquer aussi les contraintes physiques. On ne saurait oublier de rappeler que dans de nombreux pays encore la présence de la femme au repas ou à « égalité » avec son mari ou a fortiori en présence de tiers, n'est pas concevable. Un ami français marié à une ja-

ponaise m'a signalé que sa femme lui a interdit d'utiliser l'un des mots japonais pour désigne la conjointe : 'Oku-san ». Effectivement, et j'avoue ne pas y avoir prêté attention, cela signifie « la personne qui est au fond » (de la maison). C'est tout un programme, et encore une réalité. La « personne qui est au fond » n'a aucune raison par contre de ne pas porter des kilomètres durant l'eau sur sa tête ou les fagots comme on le voit en Afrique ou en Inde par exemple. L'argument de la force tant de fois utilisé pour justifier ici les travaux réservés aux hommes, et là ceux des femmes n'a soudain plus de pertinence pour ces « corvées » qui prennent tant d'heures et de fatigue. Les femmes ont assurément d'éminents privilèges : négatifs et positifs, de devoirs et d'interdits...

Même le veuvage ne laisse pas la femme « tranquille ». En Inde le veuvage est une forme de mort civile, une condamnation à mort sociale. On trouvait même normal jusque dans les années 1960 qu'une veuve suive son mari dans la mort dans des conditions atroces...

B- De « l'autre côté du miroir »...

Du côté de leur responsabilité directe d'éducation, de transmission des traditions, et non plus de leur éducation subie, le rôle des femmes est aussi difficile.

J'emploie encore le mot peine car si dans le passé la transmission des valeurs ne posait pas trop de problème dans un monde qui changeait peu, ce n'est pas si simple désormais de savoir jusqu'où et comment on peut modifier cet héritage et les valeurs reçues au nom d'une valorisation ou d'une amélioration de cet héritage.

De même que l'on parle toujours de langue maternelle on pourrait aussi parler de l'influence majeure des femmes et d'abord des mères sur les croyances et tout ce qui va avec, inculquées à leurs enfants à travers la religion et plus généralement des croyances : en terme de conduite sociale, de contraintes, d'interdits, ou a contrario de conduites impératives pour le garçon ou pour la fille. Inversement la pression sociale, a fortiori religieuse sous toutes ses formes, dogmatiques ou coutumières induit des comportements sur les femmes et leur conduite.

Responsable des valeurs transmises, elles ont une lourde responsabilité, envers leurs enfants qu'il faut armer pour la vie. C'est la signification première de peine comme travail et fardeau quotidien. Elles transmettent l'héritage, ce qui fait l'identité personnelle, familiale, collective. Pendant longtemps l'homogénéité des groupes sociaux, la stabilité sociale, le maintien des traditions, des croyances, des professions facilitaient la transmission et l'enracinement.

Aujourd'hui il y a un triple choc qui déstabilise toutes les sociétés du monde et pas seulement la nôtre comme on a parfois le sentiment.

Le monde s'est ouvert et on a une mobilité gigantesque des populations, de cultures. Les turbulences dans les pays du Moyen-Orient sont aussi le contre coup des chocs culturels venant de l'Occident et des changements rapides du monde. L'immobilisme est apparu insupportable mais pour aller vers quoi ? Que faut-il accepter ? Tolérer ? Changer ? On oublie trop souvent que la liberté est facteur d'angoisse. Il est tellement plus rassurant de s'entendre dire sans hésitation ce qui est interdit ou autorisé... ce qui est

cashier ou non ce qui est hallal ou non, ce qui est « faste » (à faire) ou « né-faste » (à ne pas faire)

L'internet et les communications ont perturbé les modes de transmission, des relations humaines. Les chantres des nouvelles libertés acquises ont déchanté depuis. Tout peut être dit, vu, lu, écrit partout, par n'importe qui, sans contrôle, de n'importe quelle manière, avec audace ou enveloppé de mensonges ou de rhétorique, et à tout moment. Ce saut est vertigineux, et déstabilise la structure antérieure des sociétés. Pour les mères c'est un défi majeur. Il faut « assumer » comme disent souvent avec une pointe de condescendance ceux qui ont pu éviter de se voir affronter à ces problèmes, ou qui, mieux encore, n'ont jamais eu d'enfants.

Les perspectives d'avenir ne sont pas claires. Certes le futur n'a jamais été écrit nulle part. Mais jamais on a eu le sentiment à ce point que les « responsables politiques », les dirigeants de tout niveau ne savent plus du tout vers quel monde on se dirige. Que sera le monde dans dix ans ? On en a quelque idée mais tout le monde sait que cela va beaucoup plus vite que prévu et que cela s'accélère. On obtiendra au mieux des propos vagues ou lénifiants ou un silence gêné. ...Si seulement cela ne concernait que la technique ! Mais cela touche l'humain, la génétique, l'éducation, les flux massifs de population, le climat...

Les femmes ont à faire face, parfois seule, à ces défis que personne ne maîtrise vraiment ou pire encore qui ne sont même pas perçus par les autorités alors qu'ils devraient être les premiers à en être conscients.

Je tenais à rappeler ces faits bruts qui sont encore la réalité dans tant de pays du monde et aussi notre futur, et que nous ne devons pas oublier dans nos sociétés que j'oserai qualifier de privilégiés quels que soient les critiques que l'on peut toujours leur faire. Sortons justement de nos sociétés dites du « Livre » pour aller rendre visite aux pays d'Asie....

II- Du côté de l'Asie.

Allant dans une bibliothèque récemment je suis tombé sur un livre dont le titre est une alerte « Quand les femmes auront disparu »...Par le titre on peut deviner d'emblée le contenu. Il s'agissait de cette préférence massive de tant de pays d'Asie : Chine, Inde, Corée pour le garçon en vertu d'une tradition que des décennies de communisme n'ont pas réussi à éradiquer. Les textes de loi ne suffisent pas, ni en Inde (Etat de constitution laïque), ni en Chine malgré les sanctions sévères, ni en Corée qui a pourtant un tiers de sa population chrétienne. Chacun sait que le déséquilibre est grave au point que l'on a un marché des femmes vers l'étranger pour les hommes chinois en déshérence de partenaires. Tout cela parce que les traditions millénaires ont dit que seuls les garçons peuvent rendre un culte aux ancêtres et garantir en somme leur survie ... Devant un tel phénomène d'une telle ampleur on devient modeste et on mesure la gravité du défi.

Inattendu retour des choses : les filles minoritaires ont du coup repris du pouvoir en imposant leurs exigences. En Chine les futures épouses mettent la barre très haute en regardant les revenus et l'apport des prétendants. Gare à celui qui ne peut apporter un appartement face à un concurrent mieux loti...Un fait divers transmis (Septembre 2013) par la télévision chinoise a révélé qu'un modeste professeur se voyant exiger l'apport d'un appar-

tement par l'espérée future belle-mère a tenté un hold-up dans une banque....Parlons justement de la place de la belle-mère...

Le langage inscrit de manière forte les différences. On en a eu un exemple avec le mot japonais « oku-san ». En chinois on n'emploie pas du tout le même terme pour désigner pour un jeune couple la belle-mère maternelle ou paternelle. Selon le terme utilisé, on sait aussitôt qui a la préséance absolue. La mère du mari a évidemment une absolue prééminence et un droit de parole ou de veto autrement supérieur à la mère côté épouse. Du temps où il y avait plusieurs enfants la femme pouvait retrouver une « dignité supérieure » par son fils marié par rapport à la situation de sa fille mariée... Maintenant avec l'enfant unique on devine les enjeux inavoués...et leurs conséquences...Vous voulez être éminemment honorée : ayez un garçon...

Il y a aussi des raisons économiques inattendues. Le coût de la dot exclusivement due par les filles est un fardeau considérable en Inde : 6 à 7 ans de revenus annuels. Un proverbe indien va même dire que « Elever une fille c'est cultiver le champ du voisin ». Même les personnes les plus éduquées n'osent pas aller à l'encontre de cette tradition. Un indien parfaitement au fait des mœurs occidentales ayant une fille sortant d'une grande université et d'une caste élevée (autre réalité....) dite des « Kshatryas » (juste en dessous des Brahmanes) me disait (en 2010) avec fierté qu'il pourra donc négocier une dot nettement moindre

Par contre les pays de culture et d'influences chinoise (Japon, Corée, Vietnam) ont gardé du fonds confucianiste le respect absolu de la hiérarchie, des rites, du culte des ancêtres, des maîtres quels qu'ils soient et d'abord des parents et des éducateurs. Cela présente évidemment bien des rigidités mais aussi une solidité du « clan familial », et une force spécifique des relations sociales que l'on trouve souvent trop rigides. La relation entre parent et enfant relève d'abord de la dette imprescriptible envers sa parenté.

A cela s'ajoute la primauté du lettré, du savoir par rapport à toute autre fonction : guerrière, commerciale, artisanale. Il en résulte un culte du savoir, des « classiques » comme on disait autrefois, d'autant plus que l'apprentissage de l'écriture qui allonge de fait de près de deux ans la durée des études par rapport aux langues alphabétiques ou syllabiques, impose une discipline impressionnante de travail et de méticulosité (NB ces trois pays adoptèrent pendant longtemps l'écriture chinoise même modifiée au Japon, ou abandonnée ensuite en Corée) qui a ensuite des effets sur les autres apprentissages. Il faut réussir, et d'abord à l'école...

Peut-on alors s'étonner de voir que dans les classements internationaux on trouve ces pays d'Asie (mais non l'Inde qui a une autre tradition) truster les premières places. Ce n'est pas seulement comme on veut le faire croire, par une lecture trop facile et rapide des médias français uniquement par le miracle d'une méthode qu'on n'a pas su encore adopter mais c'est tout un arrière-plan culturel où le savoir est la valeur première, le respect de la hiérarchie et de la discipline sont érigés en un absolu. Les femmes et les mères, on le sait trop bien, sont les gardiennes de ces valeurs de cette éthique, qu'elles transmettent. L'Occident a une autre approche culturelle du fait de ses traditions mais il faut avoir la lucidité de regarder cette autre façon d'éduquer et « d'armer » ses enfants face aux défis du monde.

Pour conclure. Ce modeste et rapide survol a visé à dire deux choses. Tout d'abord il fallait rappeler que le combat est immense et les progrès dont on se vante trop vite en Occident ne doivent pas masquer les combats difficiles, lents qui restent à mener. Pire, il y a même des cas de régression et c'est une faute que de ne pas savoir les dénoncer avec force. La liberté c'est d'abord le courage de dire non. Le regard porté sur l'Asie permet aussi de mesurer par contraste la différence de nature des problèmes qui peuvent secouer un continent par rapport à un autre.

Que faire face à ce poids et à ces traditions ? D'abord il ne faut pas nier que les lois ont des effets positifs... ou négatifs. Le combat doit se porter là d'abord. Il n'est pas toujours facile. Ensuite la loi n'est pas grand-chose sans l'évolution des mœurs. Il faut multiplier les approches, les moyens, les modalités d'intervention.

Les textes de base religieux, ou de référence doivent être « relus », « revisités », réexaminés, réinterprétés, avec recul et lucidité. Contrairement à ce qui est dit parfois, la seule référence à des lois « républicaines » ou « laïques » ne suffit pas pour faire un « vivre ensemble ». Car on peut « vivre ensemble » en ayant une simple juxtaposition de communautés, et faire que les femmes croisent le moins possible les hommes. La référence majeure pour des communautés de foi à des textes religieux en contradiction frontale avec les lois fondamentales ne peut durablement tenir.

Il faut enfin insister sur ce fait majeur que sans l'implication des femmes elles-mêmes, aucun combat ne sera victorieux, ni les victoires durables. A elle de se battre en amont contre ce cycle de vie imposé, et de modifier leur position, et de prendre le pouvoir, quand elles sont de « l'autre côté du miroir ».

* *

Table des matières

FEMMES : EDUCATION, CULTURE ET RELIGIONS.....	1
L'UNION EUROPEENNE FEMININE	3
Présentation du colloque	7
Christiane TRICOT.....	7
Les femmes actrices de leur destin	11
Elisabeth MORIN-CHARTIER	11
La reconnaissance de la dette.....	17
Père Laurent STALLA-BOURDILLON	17
La Femme juive entre la pratique libérale et orthodoxe du Culte	23
Bertrand WEIL.....	23
Debout les femmes ! Réveillez vous et protégeons vos enfants	25
Nadia REMADNA	25
Les défis de nos appartenances multiples culturelles, éducatives et religieuses	33
Lilia BENSEDRINE-THABET	33
Pourquoi cette relation ternaire est-elle si complexe et les évolutions si lentes ?	39
Eugène JULIEN	39

* *
*

Réalisation des actes : Paul Ruty
Éditions du coin du loup
www.lulu.com